



## La paix se gagnera sur le champ de bataille

Lors du SPIEF 2026, Poutine a ignoré les provocations ukrainiennes pour célébrer la prospérité de la Russie, avant d'affirmer sans détour que la paix se gagnerait sur le champ de bataille, et non à la table des négociations.

*Scott Ritter*

jeu. 25 juin 2026      7 min de lecture

Les milieux occidentaux ont beaucoup débattu de la nécessité et des perspectives d'une résolution diplomatique du conflit en Ukraine. Une grande partie de ce débat s'articule autour de la nécessité d'amener la Russie et l'Ukraine à s'asseoir à la même table afin que des négociations constructives puissent avoir lieu. En effet, l'approche occidentale face au conflit repose en grande partie sur la nécessité pour l'Ukraine d'intensifier le conflit de manière à confronter la Russie à l'inévitabilité d'une

impasse militaire, et donc à la nécessité d'un règlement négocié. L'intervention du président russe Vladimir Poutine au Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF) a toutefois semblé jeter un froid sur toute possibilité de ce type. Selon le président Poutine, la Russie est prête et désireuse de parvenir à un règlement négocié du conflit avec l'Ukraine, mais uniquement à des conditions acceptables pour elle. Ainsi, les perspectives de paix à court terme sont inexistantes, et les conditions de la fin du conflit seront définies sur le champ de bataille, et non autour d'une table de négociation.

Au cours des semaines précédant le SPIEF 2026, on avait beaucoup parlé, tant dans les cercles intellectuels occidentaux que russes, d'un changement d'attitude au sein de la population russe concernant le conflit en cours entre l'Ukraine et la Russie, qui entrait dans sa cinquième année. L'un des thèmes en vogue en Occident reposait sur l'idée que la Russie s'épuisait, physiquement et mentalement, dans un conflit pour lequel il ne semblait y avoir aucune lueur d'espoir. Selon ce discours, les avancées lentes sur les lignes de front en Ukraine, souvent au prix de pertes humaines importantes, combinées à une recrudescence des attaques de drones ukrainiens à longue portée contre des infrastructures stratégiques situées en profondeur sur le territoire russe, avaient un effet marquant sur une population dont le soutien, jusqu'alors inconditionnel, au président russe commençait à s'effriter.

En Russie, des sentiments similaires se faisaient écho dans les cercles conservateurs (il n'existe plus d'élite libérale viable en Russie) dont le soutien au conflit restait inébranlable, mais pour lesquels le rythme et la méthodologie du conflit manquaient de l'urgence et de l'orientation nécessaires pour vaincre de manière décisive non seulement l'Ukraine, mais aussi un « Occident collectif » imaginaire (l'Europe, l'OTAN et les États-Unis) dont l'aide matérielle et financière à l'Ukraine était considérée comme l'élément déterminant de la capacité de cette dernière à continuer de se battre.

## **L'effet Karaganov**

L'une des positions les plus populaires au sein du camp conservateur pro-guerre en Russie était celle défendue par le célèbre politologue Sergueï Karaganov, un proche confident du président Poutine qui a joué un rôle central dans l'élaboration de la nouvelle doctrine nucléaire russe publiée à l'automne 2024. Karaganov attribuait clairement la responsabilité de la poursuite du conflit entre la Russie et l'Ukraine à l'Europe, et prônait ouvertement une politique de frappes militaires préventives contre les cibles de l'industrie militaire européenne impliquées dans l'approvisionnement de l'Ukraine et, si de telles attaques ne parvenaient pas à

contraindre l'Europe à cesser et à renoncer à son soutien à l'Ukraine, de poursuivre par des attaques contre les centres de décision européens, à la fois par des frappes conventionnelles et nucléaires. Les propos de Karaganov, repris par l'ancien président russe Dmitri Medvedev, reposent sur l'idée que les États-Unis ne viendraient pas au secours de l'Europe, même si la Russie venait à utiliser des armes nucléaires, car — pour paraphraser l'article fondateur de Karaganov de 2023 où cet argument a été présenté pour la première fois — aucun président américain ne serait prêt à échanger Boston contre Poznań.

Les inquiétudes de Karaganov ne se sont pas manifestées dans un vide géopolitique, mais sont plutôt apparues en réponse aux conditions difficiles sur les lignes de front en Ukraine et au sentiment croissant en Europe selon lequel une guerre avec la Russie était inévitable. La doctrine militaire allemande récemment publiée reposait sur l'hypothèse que l'Allemagne et la Russie seraient en guerre d'ici 2029. Les déclarations de hauts responsables militaires et civils britanniques évoquent la nécessité de se préparer à un conflit avec la Russie d'ici 2030, et le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a ouvertement fait allusion au caractère inévitable d'un conflit entre l'Europe et la Russie qui reproduirait l'horreur et l'intensité de la Seconde Guerre mondiale.

Nombreux sont ceux qui, en Occident, ont interprété la posture intellectuelle de Karaganov à la fois comme un signe du désespoir qui règne en Russie – où le pays doit désormais brandir la menace de l'utilisation d'armes nucléaires pour atteindre des objectifs impossibles à réaliser par des moyens conventionnels sur le champ de bataille – et comme une frustration croissante au sein de l'entourage du président Poutine, ce qui alimente dans certains cercles les spéculations selon lesquelles les « loups » se rassembleraient autour du Kremlin, cherchant à remplacer l'homme qui dirige la Russie depuis plus d'un quart de siècle.

## La réalité russe

En mai 2022, l'ancien secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, avait clairement énoncé les objectifs politiques officiels des États-Unis et de l'OTAN concernant le conflit entre la Russie et l'Ukraine, à savoir la défaite stratégique de la Russie. Cette politique reposait sur trois piliers. Premièrement, empêcher la Russie de remporter une victoire militaire en Ukraine et, au contraire, l'enliser dans une débâcle sans fin à l'afghane qui saperait la puissance militaire de la nation. Deuxièmement, faire s'effondrer la Russie sur le plan économique par le biais de sanctions qui étoufferaient sa capacité à financer non seulement le conflit en Ukraine, mais aussi toute future aventure militaire. Et, enfin, provoquer

l'effondrement social de la Russie, conduisant à un changement politique qui verrait le président Poutine écarté du pouvoir et remplacé par une direction plus encline à céder aux exigences de l'Occident.

Cette politique reste en vigueur aujourd'hui, activement et vigoureusement promue par l'Europe, et soutenue de manière plus passive par les États-Unis. Le problème pour l'Occident est que cette politique a échoué. L'armée russe est loin d'être vaincue et a pris l'initiative stratégique sur toute la longueur et la profondeur de la zone de conflit avec l'Ukraine. Alors que la capacité industrielle de l'Europe et des États-Unis à répondre aux besoins logistiques de l'armée ukrainienne s'affaiblit, voire, dans certains cas, a complètement échoué, l'industrie de défense russe tourne à plein régime, sans aucun signe de ralentissement. Les sanctions économiques ont porté un coup à la Russie, mais pas de manière fatale : l'économie russe est en croissance, tout comme le niveau de vie de la population russe.

Il reste la question du sort politique du président russe. À l'approche du SPIEF 2026, l'Ukraine avait lancé une campagne de frappes intensifiées par drones. L'une de ces attaques a visé une école normale à Lougansk, tuant 21 étudiants. Une autre attaque a eu lieu à Saint-Pétersbourg le jour de l'ouverture du SPIEF. Toutes ces attaques visaient à provoquer les dirigeants russes. Plutôt que de répondre à ces provocations, le discours officiel du président Poutine lors de la séance plénière du SPIEF s'est concentré exclusivement sur l'économie russe et la nécessité de créer un environnement stable propice aux investissements (quelque 84 milliards de dollars de nouveaux contrats d'affaires ont été conclus lors du SPIEF cette année). En bref, le président russe a tenu à ce que la Russie ne soit pas définie par le conflit, mais plutôt par sa prospérité future.

Ce n'est que lors de la séance de questions-réponses que le président russe s'est penché sur le conflit avec l'Ukraine. Le président Poutine a ouvertement rejeté les propos de ceux qui évoquaient la nécessité d'étendre le conflit à l'Europe. Répondant à une lettre ouverte publiée au nom du président ukrainien Volodymyr Zelensky appelant à des pourparlers de paix, le président Poutine a souligné la volonté de la Russie de négocier, mais uniquement à des conditions acceptables pour elle. Et pour ceux qui doutaient de la détermination du président russe ou de l'armée russe à remporter la victoire sur le champ de bataille, le président Poutine a dissipé ces craintes par un appel direct aux forces armées russes, alliant la solennité des ordres similaires émis pendant la Seconde Guerre mondiale à la camaraderie née d'une expérience commune : « Continuez à vous battre, mes frères. » Pour les personnes présentes dans l'assistance, l'impact de ces mots a été saisissant et convaincant, ce dont les observateurs occidentaux feraient bien de tenir compte.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Karaganov, Sergey Russie SPIEF